

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Jacques Déchoz : L'avenir radieux du capital : la QVT.

Ruth Dijoux-Loville : Les risques psychosociaux au travail à l'aune des droits fondamentaux.

Josépha Dirringer et Ylias Ferkane : L'économie générale des « accords de compétitivité » mise sens dessus dessous.

à propos des Ordonnances *Macron*

Cyril Wolmark : L'encadrement de l'indemnisation du licenciement injustifié.

DOCUMENT

Dépêche aux Parquets relative aux conséquences de l'arrêt CJUE *Rosa-Flussschiff GmbH* sur les effets du certificat de détachement.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Droit à la protection juridique du salarié poursuivi pour des actes accomplis dans le cadre de ses fonctions

Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2017 – Note Michel Henry (p. 749)

Protection des salariés ayant relaté des faits de harcèlement moral : mettre les (bons) mots sur les maux

Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 septembre 2017 – Note Jérémie Jardonnet (p. 751)

La demande de rétablissement dans son mandat d'un délégué du personnel relève-t-elle du conseil de prud'hommes ou du tribunal de grande instance ?

Tribunal de grande instance de Paris (référé) 8 avril 2016 – Note Marianne Keller Lyon-Caen (p. 759)



Doctrine

L'avenir radieux du capital : la QVT par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail, Docteur en philosophie 697

Les risques psychosociaux au travail à l'aune des droits fondamentaux par **Ruth Dijoux-Loville**, Docteur en droit privé 707

L'économie générale des « accords de compétitivité » mise sens dessus dessous par **Josépha Dirringer** et **Ylias Ferkane**, Maîtres de conférences de droit privé 716

ACCORD DE COMPÉTITIVITÉ – Inexécution – Clause prévoyant une indemnisation du montant total des efforts concédés – Clause pénale (oui) – Pouvoir de révision du juge.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-26.975 à 15-27.008) 731

L'encadrement de l'indemnisation du licenciement injustifié par **Cyril Wolmark**, Professeur à l'Université Paris-Nanterre – IRERP 733

Annexe 745

Document

Dépêche relative aux conséquences de l'arrêt CJUE *Rosa-Flussschiff GmbH* 746

Jurisprudence

CONTRAT DE TRAVAIL – Acte du salarié accompli dans le cadre de son activité professionnelle – Absence d'abus – Obligation de protection de l'employeur (oui) – Prise en charge des frais d'avocat.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 juillet 2017 (p. n° 15-13.702) 749

Note **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris 750

HARCÈLEMENTS – Harcèlement moral – Dénonciation – Protection du salarié – Bénéfice – Faits dénoncés devant être qualifiés par lui de harcèlement moral.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 septembre 2017 (p. n° 15-23.045) 751

Note **Jérémie Jardonnet**, Avocat au Barreau de Paris 752

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Surveillance des salariés – Géolocalisation du véhicule – Information préalable du salarié - Affichage d'une note de service – Information suffisante (non) – Licenciement sans cause réelle et sérieuse.

CONSEIL DE PRUD'HOMMES D'ANGERS 25 Juillet 2017 (n° RG 16/00.453) 754

Note **Cassandra Acquier**, Conseillère confédérale DLAJ 755

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Agent de sécurité – Absence de carte professionnelle – Présentation du récépissé de demande de carte – Possibilité de poursuite de l'activité professionnelle (oui) – Licenciement sans cause réelle et sérieuse.

COUR D'APPEL DE VERSAILLES (19^{ème} Ch.) 26 avril 2017 756

Note **Bernard Coçut**, Conseiller prud'hommes 759

TRIBUNAUX – Compétence – Demande par un représentant du personnel et son syndicat du maintien du mandat après une réorganisation de l'entreprise – Application de l'accord d'entreprise – Compétence du TGI et recevabilité de la demande conjointe de cessation du trouble manifestement illicite (oui) – Pouvoir du Président du TGI d'ordonner en référé la poursuite du mandat (oui) – Exécution immédiate – Réparation intégrale.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (référé) 8 avril 2016 (n° RG 16/52819) 759

Note **Marianne Keller Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne 761

Le DROIT OUVRIER

REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

BULLETIN D'ABONNEMENT (annuel, 12 numéros)

Nom Prénom

Profession ou fonctions (facultatif)

Adresse

.....

.....

Code postal Ville

Bulletin à retourner :

DROIT OUVRIER - Service Abonnements

263, rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tél.: 01 55 82 81 98

avec un chèque à l'ordre de : « Droit Ouvrier » CCP n° 1 1779.430 Paris

Tarifs : France : **105 euros**

Étranger : **137 euros**

Adhérent CGT ou étudiant : **82 euros**

Pour la rédaction uniquement, adresser les propositions de contribution, l'envoi de la jurisprudence à :

droitouvrier@cgt.fr ou

**Secteur DLAJ Droit Ouvrier Droit Ouvrier,
263, rue de Paris, Case 5-3, 93516 MONTREUIL CEDEX**